

plus que la construction d'une maison; et ces gens qui sont de la classe la plus stable, je pourrais dire sur laquelle on peut compter, ce sont aussi ceux qui ont été le plus taxés, en proportion de leurs revenus. Le "collet blanc" ne peut rien cacher de ses revenus et il est taxé au mois et à la semaine; c'est en même temps une classe à qui on n'est malheureusement jamais venu en aide. Nous demandons s'il n'y aurait pas moyen de trouver une solution à ce problème et si ce 20 p. 100 ou ce 10 p. 100 qui lui manque, le gouvernement provincial, une municipalité ou encore le Fédéral ne trouverait pas le moyen de l'avancer complètement ou de ne pas l'exiger. Autrefois, dans la loi, lorsqu'on prêtait 90 p. 100, le Fédéral garantissait à l'emprunteur contre toute perte 15 p. 100. Or, si les provinces, par exemple, garantissaient le 10 p. 100 qui manque, une marge de sécurité de 25 p. 100 resterait à l'emprunteur; alors, les compagnies prêteuses pourraient consentir ces prêts parce que—remarquons-le bien—nous allons faire des prêts à une classe de gens dont la garantie morale est parfaite. En 1944, le gouvernement de Québec, le gouvernement de notre distingué collègue de Montarville (l'honorable M. Godbout) avait voté une loi qui fut sanctionnée le 3 juin; cette loi permettait au gouvernement de garantir le 10 p. 100 qui manque. Je désirerais fort que cette loi fût appliquée. Pourquoi les gouvernements n'appliqueraient-ils pas une loi semblable, et sans abroger la loi actuelle par laquelle le gouvernement provincial de Québec paie 3 p. 100 du taux d'intérêt sur les prêts jusqu'à concurrence de \$6,000? Cette initiative du gouvernement de Québec, de payer une partie des intérêts jusqu'à un montant déterminé, est une initiative très heureuse. Mais il n'y a que ceux qui peuvent d'abord déboursier \$1,500 ou \$2,000 pour en profiter.

Pensons à ces salariés qui ont de nombreuses charges de famille: gens honnêtes, travailleurs, mais qui n'ont jamais pu mettre de côté ce 20 p. 100 ou ce 10 p. 100 nécessaire pour se bâtir. Cependant, ces gens qui ont toujours payé un loyer assez onéreux seraient capables de payer sur la même base et, après 20 ou 25 ans, seraient propriétaires d'une maison. Une maison qui coûterait \$10,000 à cinq pour cent d'intérêt pourrait être remboursée dans l'espace de 25 ans avec une mensualité de \$58.46 et, comme dans le Québec, le gouvernement paie 3 p. 100 sur plus de la moitié du prêt, ce serait un loyer de quelque quarante dollars par mois. Si un jour nous pouvions avoir 70 p. 100 ou 80 p. 100 de nos gens propriétaires, on aurait fait un grand pas pour combattre les idées subversives. Quand

quelqu'un a une propriété à protéger, un petit coin de terre à défendre, il n'est pas prêt à écouter les théories communistes.

On se plaint que notre jeunesse est frivole, qu'elle ne prend pas soin de la propriété d'autrui. Donnons-lui le moyen de prendre soin de sa propriété, de son propre bien, et vous verrez qu'il en ira tout autrement. Sa petite patrie, on la protège. Quand j'étudie les statistiques et constate que, dans certains grands centres, le nombre des propriétaires dépasse à peine 14 p. 100 et que des troubles éclatent dans ces localités, je n'en suis pas surpris puisque plus de 80 p. 100 de la population de ces centres n'a rien à défendre, mais rien qu'à demander.

Il y a en nous un sentiment qui tient tout notre être et qui nous attache à ce petit coin de terre, à ce foyer qui nous a vus naître et grandir:

Quand je vais donner des conférences, ici et là, j'aime entendre des jeunes me dire: "Chez nous, cela se passe comme cela". Chez nous! cela veut dire beaucoup, cela veut dire la maison que j'habite, le foyer où il y a du bonheur, de la joie, de l'amour. Chez nous, cela veut dire quelque chose que nous possédons. En entendant cette expression "chez nous", je me remémore ces vers du poète:

Objets inanimés

Avez-vous donc une âme

Qui s'attache à notre âme

Et la force d'aimer.

Prenons les moyens pour que ces espoirs se réalisent, se concrétisent. Inutile de faire de longs discours, inutile de prêcher dans le vide! Agissons et, avec la coopération, dans un véritable esprit constructif, tous les partis politiques du pays s'entendront une fois pour toutes afin de créer quelque chose de vivant, de réel et de profitable.

On me dira peut-être: "Qu'est-ce que cela va coûter? Le gouvernement va engouffrer des millions et des millions en pure perte". Il se peut que les gouvernements, fédéral et provinciaux, et même les municipalités, s'exposent à perdre quelques millions. Combien dépense-t-on actuellement pour la défense? Combien dépense-t-on pour la construction des routes et pour le reste parfois sans résultats immédiats. On se prépare à la défense, au cas où nous serions attaqués; mais la défense morale de la nation, c'est quelque chose de bien plus constructif et de bien plus réel. Dépenser des millions pour rendre la nation, non seulement forte et puissante, mais plus heureuse parce qu'il y aura plus de fraternité et plus d'amour dans le cœur de chacun des citoyens; et assurer la paix et le bien-être de chaque Canadien vaut bien le risque de quelques millions.